

Cachez cette censure que je ne saurais voir

À peine constitué, le *Free Speech Union*, organisation de défense de la liberté d'expression (entretien ci-contre), essayait les attaques d'une presse de gauche qui ne voit pas de problème particulier à interdire de cité les opinions qu'elle combat.



En Grande-Bretagne, le lancement du *Free Speech Union* a déclenché la réaction pavlovienne des médias de gauche. Au *Guardian*, on a ouvert des yeux ronds. Censure ? Quelle censure ? Les tribunes se sont succédées pour railler ce projet porté par « une bande d'hommes blancs » (à croire que la jeune directrice noire ne compte pas... peut-être parce que c'est une femme, et qu'en plus elle est noire) Le FSU ? Une escroquerie, un club de racistes et de mal-pensants, lisait-on dans les éditos.

Ces temps-ci, la défense de la liberté d'expression passe pour une lubie de droite, nourrie par des conservateurs chouineurs en plein délire paranoïaque. Fliquer le langage, certains n'y voient rien à redire. On l'a vu chez nous avec l'affaire Mila, quand des commentateurs mettaient sur le même plan les propos insultants de la jeune fille et les menaces de mort qui lui étaient adressées, piétinant notre principe fondateur de liberté d'expression qui autorise l'insulte mais interdit l'incitation à la violence.

Or donc, en Grande-Bretagne, les éditorialistes se gaussaient. La crise de la liberté d'expression à l'université ? Un mythe ! Ne suivant que leur propre logique et un raisonnement en vase clos plutôt commode, ils soutenaient qu'interdire de citer les opinions qu'ils combattent, cela n'a rien à voir avec la censure.

Depuis, chaque jour vient apporter son cas pratique à la nouvelle organisation, preuve que le FSU a vu juste.

Ces temps-ci, la défense de la liberté d'expression passe pour une lubie de droite, nourrie par des conservateurs chouineurs en plein délire paranoïaque

Le 5 mars, Amber Rudd, ex-ministre de l'Intérieur de Theresa May, invitée par une association étudiante d'Oxford pour une conférence visant à encourager les carrières politiques féminines, apprend, tout juste arrivée sur place, que sa présence n'est plus souhaitée. La conférence est annulée. Le communiqué de l'association hôte, imbibé d'idéologie féministe et décoloniale, est rédigé par des hétérosexuelles blanches privilégiées qui se battent la coulpe et exhibent leur pureté morale en écrivant *wom*n* pour éradiquer le mot *man*. Des étudiantes de l'université la plus prestigieuse d'Angleterre auront donc tranché : pas de tribune pour les conservateurs. Le FSU a envoyé un courrier de protestation à l'administration d'Oxford avec copie au ministère de l'Éducation. Quinze jours plus tard, Oxford décidait de dissoudre la vertueuse association étudiante pour non-respect des règles de liberté d'expression à l'université. Première victoire du FSU qui se félicite du message de fermeté envoyé aux étudiants d'Oxford et d'ailleurs.

Le 6 mars, il y eut une révolution au quotidien le *Guardian* après la publication d'un article de Suzanne Moore, féministe et membre de la rédaction. Elle y affirme que le sexe est une caractéristique biologique et non une affaire de ressenti. Scandalisés, 338 employés du *Guardian* signent une lettre dénonçant la « transphobie » de cette tribune. Ils exigent que leur journal soit à l'avenir nettoyé de tout contenu « hostile à la communauté transgenre ». Gare à celui qui osera écrire dans les colonnes du *Guardian* que l'humanité se divise entre les sexes masculin et féminin. Le FSU a fait savoir qu'il ouvrirait ses portes aux dissidents.

Le 9 mars, Trevor Phillips, militant anti-raciste depuis 40 ans, ex-président de la Commission pour l'Égalité et les Droits de l'Homme est suspendu du parti travailliste pour s'être opposé à l'instauration d'une loi sur l'islamophobie qui équivaldrait, selon



lui, à une loi anti-blasphème. Le FSU a lancé une pétition demandant au Labour Party la réintégration de Trevor Phillips.

On muselle les « discours de haines ». On entend parler de cette notion depuis peu, mais sans arrêt, sans trop savoir de quoi il retourne. En juin dernier, Antonio Guterres présentait le plan d'action de l'ONU contre les discours de haine. Il commençait par reconnaître qu'il n'y a pas de définition légale, avant d'en énoncer une, la plus élastique possible, donc la plus menaçante pour la liberté d'expression. Depuis, les lois nationales sur le discours de haine tombent comme à Gravelotte. À quand la pénalisation des fléaux que sont la jalousie, la méchanceté ou la radinerie, qui nuisent tout autant à autrui ? Les sentinelles du politiquement correct ont sûrement plein de projets en rayon. Le FSU aura de quoi s'occuper.

◆ Sylvie Perez

Free Speech Union Défendre la liberté d'expression

Les vigiles du politiquement correct sont de plus en plus performants. Utilisateurs aguerris des nouvelles technologies, ils scannent vos productions écrites et remontent dans le temps à la recherche d'un écart de langage contrevenant à la doxa contemporaine. Ici, pas de prescription. Toute preuve de transgression passée motivera une condamnation publique. Les gardes du politiquement correct, **Toby Young** les appelle « *des archéologues de l'offense* ». Ce journaliste britannique vient de créer un syndicat de défense de la liberté d'expression, **The Free Speech Union**. Cri de ralliement : non-conformistes et dissidents de toutes sortes, unissez-vous ! L'initiative vient « *en réponse au climat maoïste d'intolérance* ».

Toute initiative visant à défendre la liberté d'expression est à la fois une bonne nouvelle et le signe d'une époque qui dérape.

D.R.

Où en est le Free Speech Union (FSU) ?



Il est en ordre de marche depuis début mars. Nous sommes cinq directeurs : l'auteur Douglas Murray, le professeur de théologie d'Oxford Nigel Biggar, la jeune journaliste et femme politique Inaya Folarin Iman, le Dr Radomir Tylecote, chercheur à l'*Institute of Economic Affairs*, et moi-même. Nous travaillons avec des conseillers juridiques et des spécialistes en relations publiques. Des personnalités de premier plan du monde intellectuel et médiatique ont rejoint notre comité consultatif. Le FSU fonctionne comme un club avec une souscription annuelle. S'ils sont persécutés pour leurs opinions ou menacés de licenciement, le FSU vient au secours de ses membres sur les réseaux sociaux, dans les médias, par la voie de pétitions de soutien, de lettres ouvertes, de courriers à leur employeur et d'une assistance juridique.

Les ennemis de la liberté attaquent en meute. Les défenseurs de la liberté doivent s'unir pour se défendre. Le FSU veut agir comme un contre-pouvoir face à la justice expéditive des réseaux sociaux. Enfin, notre département de recherche produira des documents sur la liberté d'expression, nous ferons campagne pour modifier les lois qui y portent atteinte.

Qu'est-ce que la *cancel culture* (« culture de l'annulation ») ?

Elle consiste à faire disparaître de l'espace public toute personne ayant une opinion qui dévie de l'idéologie dominante. C'est vieux comme le monde, seu-

lement le nombre de victimes augmente de façon exponentielle du fait de la pratique du lynchage sur les réseaux sociaux. Internet permet, à peu de frais, et sans grand effort, de condamner quelqu'un à la mort sociale. Récemment, Alastair Stewart, journaliste sur la chaîne *ITV*, a dû mettre un terme à une carrière de 40 ans pour avoir cité sur Twitter une phrase de Shakespeare jugée « offensante ».

« Internet permet, à peu de frais, et sans grand effort, de condamner quelqu'un à la mort sociale ».

Toby Young

Vous-même avez subi une campagne de diffamation en 2018 après avoir été nommé par Theresa May à l'*Office for Students* (organisme régulateur de l'éducation supérieure au Royaume-Uni, *ndlr*).

Je suis un conservateur. Le milieu universitaire n'aime pas ça. J'ai subi les pires calomnies au point d'être obligé de démissionner de tous mes postes. Je dirigeais plusieurs écoles, j'étais membre honoraire à l'Université de Buckingham, j'étais parrain d'un centre pour handicapés où vit mon frère. J'ai dû tout abandonner au risque de déshonorer mes proches. Dans ces moments-là, on est très isolé. Les victimes de lynchage endurent une épreuve psychologique terrible. Le FSU apportera son soutien à ceux dont la réputation est salie et les aidera à laver leur honneur. La calomnie est une menace puissante sur la liberté d'expression. Les gens sont terrifiés et s'auto-censurent ; ils craignent de perdre leur emploi. La situation est encore plus difficile pour les pigistes. Si vous êtes accusé d'homophobie, de sexisme etc, votre employeur préférera se passer de vous, avant la moindre enquête, pour éviter les ennuis. Nous voulons mettre en place une procédure qui protège les *freelance*.

PEN (Poets, Essayists, Novelist) est une ONG dédiée à la liberté d'expression.

Vous prétendez que PEN est noyauté par la gauche.

En 2015 lorsque PEN a décerné le Prix de la liberté d'expression à Charlie Hebdo, 35 de ses membres se sont opposés à ce choix. Donc PEN ne peut pas se réclamer d'être une organisation de défense de la liberté d'expression.

◆ **Propos recueillis par S.P.**

Vous pouvez suivre le FSU sur [freespeechunion.org](https://www.freespeechunion.org) ou sur Twitter : @SpeechUnion